

## Conclusion

### **Marges urbaines en Méditerranée : questions en suspens et chantiers de recherche**

*Olivier Legros*

Enseignant-chercheur, Université de Tours / UMR 7324 CITERES, Équipe EMAM

Au gré des contributions à cet ouvrage se dessinent des tendances communes aux grandes villes du bassin méditerranéen (et au-delà...) comme la diffusion de l'urbanisme néolibéral pour lequel les marges urbaines constituent assurément des « espaces-réserve » (Benach et Tello, 2013\*<sup>1</sup>), l'émergence, en lien avec ce mode de production de l'espace urbain, de formes renouvelées de marginalité socio-spatiale en périphérie, ou encore la diversité des attitudes des populations résidentes devant les transformations urbaines. Bien des questions restent en suspens cependant.

#### **L'urbanisme néolibéral en question(s)**

Une première série d'interrogations concerne l'urbanisme néolibéral qui, avec les marges urbaines, constitue à la fois un concept et un objet central de cet ouvrage. Quelle la portée heuristique du concept d'urbanisme néolibéral ? Au bout du compte, ne s'agit-il pas plus d'une « expression-chapeau » que d'une catégorie d'analyse ?

D'abord, les actions regroupées sous le vocable d'urbanisme néolibéral ne sont pas si nouvelles que cela. Ainsi, l'assimilation des marges urbaines à des espaces-réserve pour de futures opérations marquées du sceau de la rentabilité et du profit ne date pas d'hier. A Marseille, par exemple, les pouvoirs urbains ont, dès le second Empire, aménagé la Rue de la République, une grande artère bordée d'immeubles haussmanniens au cœur des quartiers vétustes du centre-ville (Fournier et Mazella, 2004). Le report vers la périphérie des populations résidentes pauvres est une autre constante que l'on remarque à la suite des opérations de revalorisation. Aussi peut-on se demander si la formation des villes contemporaines n'est pas surtout déterminée par des mécanismes économiques qui débordent le cadre de l'urbanisme néolibéral, en particulier l'exploitation des rentes foncières par

---

<sup>1</sup> Les références suivies d'un astérisque correspondent aux contributions à cet ouvrage.

les acteurs dominants de la fabrication urbaine : acteurs institutionnels, acteurs économiques et investisseurs privés.

Une deuxième série d'interrogations concerne la diffusion de l'urbanisme néolibéral. Certaines villes sont concernées moins que d'autres, comme le montrent bien R. Stadnicki et V. Martignon (2013\*) à propos de Sanaa, au Yémen, où la production foncière et immobilière résulte moins des investissements de la finance globale que des initiatives des acteurs locaux, à commencer par les acteurs ordinaires. Pour revenir sur les bords de la Méditerranée, on peut se demander si l'urbanisme néolibéral n'affecterait pas surtout les métropoles, les grandes villes ou les secteurs stratégiques, par exemple les espaces à fort potentiel touristique, tandis que les petites et moyennes villes resteraient dans leur majeure partie soumises à l'influence des acteurs locaux et des États. L'hypothèse reste à confirmer cependant.

En outre, malgré les politiques de libéralisation<sup>2</sup> engagées depuis les années 1990, les États peuvent garder la mainmise sur les secteurs du développement urbain que les pouvoirs en place jugent stratégiques. En Tunisie, mais la remarque vaut aussi pour la Syrie (Clerc, 2013\*) et pour l'Algérie (Safar Zitoun, 2013\*), les interventions dans les quartiers populaires (relogement, réhabilitation, etc.) demeurent la plupart du temps une « chasse gardée » du pouvoir central, sans doute parce que ces opérations sont des instruments privilégiés de régulation sociale et de légitimation politique comme l'ont montré les travaux sur la Tunisie dans les années 1980 et 1990 (Chabbi, 1999 ; Legros, 2003). Le constat est le même à propos des grands projets d'aménagement qualifiés de « présidentiels » avant d'être rebaptisés « méga-projets » dans la Tunisie de Ben Ali : Comme au Maroc, les négociations se déroulaient à huis clos entre les plus hautes sphères de l'État et les Émiratis, aux moyens financiers colossaux (Barthel, 2006 ; Cattedra, 2010).

Sur la rive Nord, le constat est quelque peu différent puisque les villes constituent généralement des « acteurs collectifs » (Le Galès, 2003). Par conséquent, l'urbanisme de projet n'est pas l'apanage de l'État. Néanmoins, les grandes opérations constituent du point de vue des gouvernements centraux un biais efficace pour exercer un droit de regard sur l'urbanisme local. À propos de Marseille et de l'opération Euroméditerranée, B. Bertoncello et J. Dubois écrivent ainsi qu'« *Euroméditerranée est une affaire d'État de par son origine. Elle est née d'un appel au secours d'une ville paupérisée, marginalisée au sein même de son aire urbaine* » (2010, p. 13). En Europe, l'État compte donc toujours parmi les acteurs majeurs de la gouvernance métropolitaine. Aussi, plutôt que de savoir qui, des acteurs économiques majeurs ou des acteurs publics locaux, nationaux, voire internationaux, pilote la ville, la question est-elle surtout de repérer des formes possibles d'arbitrage et d'arrangement entre les différentes échelles et les différentes sphères de pouvoir, et d'examiner les alliances au sein des « régimes urbains » (Stone, 1993).

Si les notions d'urbanisme néolibéral et de ville néolibérale doivent être utilisées avec prudence, les contributions à cet ouvrage confirment néanmoins l'existence de pratiques convergentes que l'on pense à l'application, sur les deux rives (et ailleurs) des politiques de libéralisation, ou encore à la circulation des modèles urbains, des normes et des procédures d'inspiration néolibérale. Dans cet ordre d'idées, on peut émettre l'hypothèse d'une gouvernance urbaine de plus en plus dépolitisée. En effet, au sud de la Méditerranée, les acteurs locaux sont en quelque sorte marginalisés ou satellisés par les plus hautes sphères de l'État qui s'imposent comme des interlocuteurs obligés pour les grands programmes financiers du développement urbain, tandis qu'au nord, dans un contexte hautement

---

<sup>2</sup> À la suite d'A. Roy (2004), on peut définir les politiques de libéralisation comme un ensemble de pratiques et de procédures combinant les mesures de privatisation et d'austérité avec des réformes de décentralisation. Roy souligne par ailleurs que le résultat de ces politiques est le renforcement des inégalités socio-économiques.

compétitif, les villes semblent peu ou prou subordonnées aux acteurs et aux impératifs économiques, si l'on en croit les travaux portant sur Turin, Cagliari et Barcelone dans cet ouvrage.

Plutôt que d'affirmer l'hégémonie d'un modèle ou d'un type d'urbanisme donné, en l'occurrence l'urbanisme néolibéral, il s'agit donc bien de saisir la diversité des modes de pilotage du développement urbain et, pour cela, d'être attentif aux jeux d'acteurs, aux reconfigurations de pouvoir et aux processus d'hybridation ou de métissage entre les pratiques regroupées sous l'expression d'urbanisme néolibéral et les pratiques locales de pouvoir.

### **Pratiques habitantes et mobilisations sociales**

Même si les textes réunis ici fournissent des informations majeures sur le sujet, l'analyse des pratiques habitantes et des mobilisations reste largement à faire. On peut ainsi s'interroger sur la nouveauté effective des pratiques observées dans les marges urbaines. Pour M. Agier (2001), les quartiers informels et autres espaces fréquemment assimilés à des non-lieux sont autant de secteurs urbains dans lesquels les citoyens, en particulier les moins bien dotés d'entre eux, inventent de nouvelles formes de sociabilité. À Rome, dans les squats, les migrants clandestins auraient même imaginé des formes alternatives de gestion des affaires collectives (Mazzitelli, 2012). Mais ces pratiques et ces organisations sont-elles vraiment inédites ? Les travaux sur les pratiques sociales dans les bidonvilles et les quartiers non réglementaires soulignent la prédominance d'autres dynamiques, en particulier l'actualisation des structures sociales existantes. C'est le cas par exemple des *j'maas* ou assemblées villageoises au Maroc qui sont en quelque sorte transférées dans les quartiers populaires où elles ont fini par constituer un instrument d'interpellation des pouvoirs publics (Navez-Bouchanine, 2000). Dans le même ordre d'idées, on peut évoquer les réseaux fondés sur la parenté et l'origine géographique qui, dans le cas des migrants roms installés dans les villes italiennes ou françaises (Legros et Vitale, 2011), comme dans celui de tant d'autres migrants en Europe et ailleurs, fondent la communauté migratoire.

Les mobilisations locales sont un autre chantier de recherche possible. Dans l'aire géographique qui nous intéresse, cette thématique, qui requiert aujourd'hui une attention accrue de la part des chercheurs, revêt un intérêt tout particulier du fait de la crise économique et sociale qui affecte les pays d'Europe du Sud, et des révoltes et autres mouvements regroupés sous l'expression de « printemps arabes ».

D'abord, on peut se demander si la résistance à l'urbanisme néolibéral ou aux transformations urbaines que ce dernier peut engendrer, est un phénomène aussi répandu que les partisans de la *Radical Geography* et de la *Critical Urban Theory* le laissent penser. La diversité des postures adoptées par les citoyens ordinaires invite en effet à relativiser l'hypothèse d'une résistance généralisée à la transformation des villes sous la conduite du capital et des pouvoirs urbains. Ainsi, l'adaptation semble une pratique habituelle, ainsi que l'observe F. Governa (2013\*) : à Turin, les migrants en situation précaire composent, d'ailleurs comme les trafiquants de drogue, davantage avec les transformations urbaines qu'ils ne s'opposent à l'urbanisme néolibéral. Le détournement est une autre pratique fréquente des acteurs ordinaires comme le montre bien M. Safar Zitoun (2013\*) à propos des opérations de relogement à Alger : afin de bénéficier d'un relogement dans le parc social, les ruraux débarqués depuis peu dans la capitale choisissent sciemment de s'établir en bidonville. Ce faisant, ils sont comptabilisés par l'administration comme ayant-droits alors que les habitants des cités de transit construites au lendemain de l'Indépendance ne sont toujours pas relogés. Une dernière pratique très répandue dans les quartiers informels réside dans la mobilisation des intermédiaires. Cette manière de faire est attestée aussi bien par les recherches sur les secteurs d'habitat précaire des villes maghrébines (Abouhani, 1999, Iraki, 2002 et Zaki, 2005, à propos du Maroc), que par ceux sur les mobilisations

dans les bidonvilles et les campements fondés par des migrants roms en situation précaire, par exemple en Italie (Vitale et Boschetti, 2011). Tout autant que les mobilisations, c'est donc l'ensemble des tactiques et des ruses, que ces dernières soient individuelles ou collectives, qu'il faut, dans la continuité des travaux d'A. Bayat (1998) et de J.-C. Scott (2009), considérer pour analyser les pratiques des habitants aux prises avec les acteurs publics.

Mais ce dernier constat ne signifie pas pour autant l'absence ou l'impossibilité des luttes urbaines. On pense évidemment aux mobilisations massives à Istanbul et dans les grandes villes de Turquie contre les grands projets d'aménagement conduits par les pouvoirs en place au printemps 2013. Dans cet ouvrage, les contributions sur Barcelone et sur Cagliari rendent compte de processus similaires puisque dans les deux cas, les mobilisations ont abouti à la création d'associations de lutte contre les « méfaits de la spéculation » (Cattedra et Memoli, 2013\*). Au Maroc, les « méga-projets » peuvent également rencontrer l'opposition de groupes locaux. Il en va ainsi des complexes immobiliers de standing sur financement émirati construits sur la corniche de Rabat (Mouloudi, 2011), mais c'est sans doute dans les bidonvilles que les mobilisations se sont particulièrement développées à partir des années 1990 (Zaki, 2005). Quel(s) rapport(s) y a-t-il entre ces mobilisations, le plus souvent en lien avec des problématiques locales et les mouvements sociaux, voire les « printemps arabes » ? En Egypte et en Tunisie, les travaux récents indiquent un « *changement d'échelle des mobilisations* » (Barthel, 2013, à paraître). Pour l'instant, c'est cependant en Turquie que ce « *changement d'échelle* » a été le plus remarquable.

### **L'urbanisme néolibéral en berne ?**

La « ville néolibérale » et ses grands projets d'aménagement sont sensibles aux turbulences économiques et financières. Dans les villes de la rive Sud, des « méga-projets » annoncés à grand renfort d'images de synthèse dans les médias, y compris sur les blogs et sur le site de *You Tube* (Cattedra, 2010) sont suspendus dès le milieu des années 2000. En Espagne, les programmes immobiliers et les opérations d'équipement (aéroports, par exemple) qui s'étaient multipliés les années précédentes, ont été arrêtés du jour au lendemain. Le désastre immobilier a pour ainsi dire succédé au miracle espagnol vanté par les médias et par les institutions financières au milieu des années 2000. Relativement récentes, ces évolutions annonceraient-elles le déclin de l'urbanisme néolibéral autour de la Méditerranée ?

Rien n'est moins sûr. D'une part, l'urbanisme de projet reste un mode de faire particulièrement prégnant dans des pays comme la Turquie où les grands projets engagés dans la banlieue d'Istanbul ont même fini par constituer un modèle urbain hégémonique selon J.-F. Pérouse (2013\*) ; d'autre part, il faut tenir compte du redéploiement des acteurs de l'immobilier originaires des pays aujourd'hui en crise comme l'Espagne vers d'autres cieux plus cléments : à Tanger, de l'autre côté du détroit de Gibraltar, où plusieurs sociétés espagnoles sont impliquées dans des projets immobiliers de standing (Blayac, 2012) ; en Guinée équatoriale et en Angola<sup>3</sup>, où la rente pétrolière offre, il est vrai, de belles perspectives aux investisseurs potentiels.

Pour revenir au cas des pays de la rive Nord, notamment à l'Espagne, quel peut être le devenir des grands complexes immobiliers, véritables morceaux de ville inachevés ? Dans quelle mesure font-ils ou peuvent-ils faire l'objet de réemplois ? Dans les opérations proches des secteurs habités, le squat fait partie des pratiques possibles, en particulier des ménages pauvres qui, ayant fait le pari de l'accession à la propriété, se sont finalement retrouvés dans l'incapacité d'honorer leurs obligations vis-à-vis des banques en raison de la crise économique. Plus originale d'une certaine manière, est

<sup>3</sup> Informations communiquées par N. Baron Yellès, janvier 2013.

l'appropriation symbolique de la ville nouvelle de Seseña (Seseña Nuevo). Implantée au milieu d'une vaste plaine agricole, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Madrid, Seseña Nuevo été conçue au début des années 2000 pour accueillir plusieurs dizaines de milliers d'habitants, avec plus de 13 000 logements programmés (Vorms, 2009). Certes elle abrite quelques ménages mais cette « *ciudad fantasma* » comme la nomment volontiers les Espagnols est surtout devenue un symbole du désastre immobilier. Au gré des reportages photographiques et des discours critiques, elle a même fini par constituer une métaphore, un « logo » de la crise espagnole<sup>4</sup>.

De nombreuses questions restent en suspens, tant en ce qui concerne l'attitude des acteurs publics, en particulier les acteurs locaux généralement en charge de la gestion urbaine, que l'attitude des acteurs économiques qui peuvent profiter de la dévalorisation des biens pour faire des affaires à bon compte. Aussi convient-il aujourd'hui de s'interroger sur les jeux d'acteurs liés à la production foncière et immobilière non seulement dans les pays de la rive Nord, touchés de plein fouet par la crise financière et économique<sup>5</sup> mais aussi dans les pays de la rive Sud, où la possibilité du retrait des investisseurs émiratis a laissé les acteurs locaux et nationaux dans l'expectative. Dans quelle mesure la crise que traversent les pays européens et l'incertitude sur les sources de financement des projets de développement urbain sur la rive Sud entraînent-elles une reconfiguration des modes de pilotage de l'action publique urbaine et, plus largement, des modes de gouvernance urbaine ? En Espagne, par exemple, on assiste au retour, certes en catimini, de l'État dans les affaires foncières et immobilières par le biais du logement social (Vorms, 2009), mais qu'en est-il dans les autres pays d'Europe du Sud, en particulier en Italie et en Grèce ? En outre, il ne faudrait pas oublier que bien que s'impliquant davantage dans la gestion des affaires foncières et immobilières, l'État espagnol a revu à la baisse ses interventions dans le champ social. Tout comme les villes, les États semblent ainsi travaillés de l'intérieur par la confrontation entre, d'une part, la nécessité de maintenir des actions de redistribution à des fins peut-être de justice mais aussi de paix sociale dans un contexte de crise et, d'autre part, l'application de politiques d'austérité et de libéralisation.

Au total, les chantiers de recherche ne manquent pas et les marges urbaines constituent un observatoire privilégié des évolutions en cours dans les villes méditerranéennes. Pour cela, il faut cependant garder à l'esprit que les marges urbaines ne sont pas des donnés, mais des constructions intellectuelles, des catégories d'analyse inventées par les chercheurs, à commencer par ceux qui, parmi ces derniers, sont attentifs à la production des inégalités sociales en ville.

## Références bibliographiques

- Abouhane A., 1999, « Médiation notabiliaire et gestion des conflits liés au logement au Maroc », pp. 259-274, in Signoles P., El Kadi G. et Sidi Boumedine R., *L'urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, Éd. du CNRS, 374 p.
- Agier M., 1999, *L'Invention de la ville. Banlieue, township, invasions et favelas*, Paris, Archives contemporaines, coll. « Une pensée d'avance », 176 p.

<sup>4</sup> N. Baron Yellès, « Seseña (Espagne), la charge poétique d'un urbanisme en déroute », communication à la journée d'études *Fermé pour travaux : l'action publique saisie au travers de l'inachèvement*, organisée le 25/01/2013 par F. Maccaglia et H. Ter Minassian, dans le cadre des séminaires de l'équipe CoST de l'UMR CITERES (CNRS/Université de Tours).

<sup>5</sup> Parmi ces acteurs, il faut bien sûr mentionner les organisations mafieuses car pour ces dernières, la production foncière et immobilière constitue un champ d'activités majeur, en Espagne sans doute, mais aussi en Italie du Sud comme le montre R. Saviano dans son enquête remarquablement documentée sur la Camorra napolitaine (2006).

- Barthel P.-A., 2006, *Tunis en projet(s). La fabrique d'une métropole au bord de l'eau*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 206 p.
- Barthel P.-A., 2013 (à paraître), « Introduction : vers un “printemps arabe” des politiques urbaines pour les quartiers informels », in Barthel P.-A. et Jaglin S. (dir.), *Quartiers informels d'un monde arabe en transition*, Publications de l'AFD.
- Bayat A., 1998, *Street Politics. Poor People's Movement in Iran*, New York, Columbia University Press.
- Bertoncello B., Dubois J., 2010, *Marseille Euroméditerranée, accélérateur de métropole*, Parenthèses, coll. « La ville en train de se faire », 269 p.
- Blayac B., 2012, *La reconversion socio-économique du centre-ville de Tanger. Projets, jeux d'acteurs et impacts*, Mémoire de Master 1, Géographie, Univ. François-Rabelais de Tours, 130 p.
- Cattedra R., 2010, « Les grands projets urbains à la conquête des périphéries », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 19, (« Faire la ville en périphérie(s) ? Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb. Éléments de synthèse »), Tours, CITERES-EMAM, pp. 58-72.
- Chabbi M., 1999, « La réhabilitation des quartiers populaires en Tunisie : de l'intégration à la régulation sociale », pp. 187-200, in Signoles P., El Kadi G. et Sidi Boumedine R., *L'urbain dans le Monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, Éd. du CNRS, 374 p.
- Fournier P. et Mazella S. (dir.), 2004, *Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*, Paris, La Découverte, 314 p.
- Iraki A., 2002, *Des notables du Makhzen à l'épreuve de la « gouvernance » : élites locales, territoires, gestion urbaine et développement au Maroc*, Paris/Rabat, L'Harmattan/INAU, 432 p.
- Le Galès P., 2003, *Le Retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 454 p.
- Legros O., 2003, La « refondation » des quartiers mal lotis de la banlieue de Tunis dans les années 1990, pp. 97-112, in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Vol. XLI-2003, Paris, Éd. du CNRS.
- Legros O. et Vitale T., 2011, « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités », *Géocarrefour*, vol. 86, n° 1 (« Roms migrants en ville : pratiques et politiques en Italie et en France », sous la dir. de O. Legros et T. Vitale), pp. 3-14. Disponible sur Internet : <http://geocarrefour.revues.org/8220> [consulté le 29/01/2013].
- Mazzitelli A.G., 2012, « Rome : l'immigration au secours de la ville éternelle », *Métropolitiques*. Disponible sur Internet : <http://www.metropolitiques.eu/Rome-l-immigration-au-secours-de.html> [consulté le 30/01/2013].
- Mouloudi H., 2010, « La réaction de la société civile dans la production des grands projets urbains au Maroc. Entre le soutien inconditionnel et le rejet total », *Annales de la recherche urbaine*, n° 106, pp. 46-62.
- Navez-Bouchanine F., 2000, « Compétences collectives, émergence de la société civile et intermédiation sociale dans la gestion urbaine », pp. 341-360, in Berry-Chikhaoui I. et Deboulet A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris/Tunis/Tours, Karthala/IRMC/URBAMA, 406 p.
- Roy A., Alsayyad N. (ed.), 2004, « Prologue/Dialogue. Urban Informality: Crossing Borders », pp. 1-7 in Roy A., Alsayyad N. (ed.), *Urban Informality. Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia*, Lanham, Lexington Books,
- Saviano R., 2006 [trad.], *Gomorra. Dans l'empire de la camorra*, Paris, Gallimard, Folio.
- Scott J.-C., 2009 [trad.], *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Ed. Amsterdam.
- Stone C., 1993, « Urban regimes and the capacity to govern: a political economy approach », *Journal of Urban Affairs*, vol. 15, n° 1.
- Vitale T. et Boschetti L., 2011, « “Les Roms ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes !”. Asymétries et tensions entre groupes Roms et associations “gadje” à Milan », pp. 403-29, in Berger M., Cefai D. et Gayet-Viaud C. (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, PIE Peter Lang SA, 603 p.
- Vorms C., 2009, « Surproduction immobilière et difficultés d'accès au logement en Espagne », *Études foncières*, n° 138, pp. 21-26.

Zaki L., 2005, *Pratiques politiques au bidonville. Casablanca (2000-2005)*, Thèse de doctorat, Sciences Politiques, IEP Paris, 555 p.